

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1910.

Projet de loi modifiant les articles 22 et 24 de la loi du 18 octobre 1908
sur le Gouvernement du Congo belge.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'importants changements ont été introduits dans l'administration des territoires que l'État Indépendant du Congo avait placés sous l'autorité du Comité spécial du Katanga.

Aux termes de l'article 22 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, la mission administrative confiée au Comité Spécial devait prendre fin le 1^{er} janvier 1912 si le pouvoir législatif de la Colonie n'y avait mis un terme à une date moins éloignée.

Au lendemain de l'annexion de l'État Indépendant du Congo, une des premières préoccupations du Gouvernement fut de replacer sous sa direction immédiate les régions soumises au régime exceptionnel. Toutes les mesures nécessaires ayant été prises, un décret du 22 mars 1910 a retiré au Comité Spécial, plus d'un an avant la date fixée par le législateur métropolitain, celles de ses attributions qui relevaient de la puissance publique.

Le décret du 22 mars 1910 devait avoir pour corollaire la réorganisation administrative du district du Katanga. Le rapide développement de ce district exigeait parallèlement l'intervention prompte et efficace des pouvoirs publics, attentifs à prendre sans retard les mesures commandées par les besoins nouveaux. Ces considérations ont amené le Gouvernement à substituer au Comité Spécial un Vice-Gouverneur Général, investi, dans le domaine du pouvoir exécutif et sous le contrôle de son chef hiérarchique, de tous les droits attribués au Gouverneur Général de la Colonie.

Le nouveau régime a reçu sa consécration de l'arrêté royal du 22 mars 1910.

Pour permettre au Vice-Gouverneur Général du Katanga de parer à toutes les éventualités, une seconde réforme était nécessaire.

Lorsqu'il s'est agi de déterminer dans la loi coloniale les pouvoirs du Gouverneur Général, les Chambres législatives ont estimé que, dans des cas urgents, il importait de permettre à ce haut fonctionnaire d'intervenir en matière législative, de suspendre temporairement l'exécution des décrets et de rendre des ordonnances ayant force de loi.

Les raisons invoquées à cette époque militent pour l'attribution des mêmes pouvoirs aux Vices-Gouverneurs Généraux spécialement chargés de l'administration d'un territoire. Pour le Vice-Gouverneur Général du Katanga comme pour le Gouverneur Général de Boma il est vrai de dire que « l'intérêt et la sûreté de la Colonie réclament parfois des décisions énergiques » et promptes, dépassant la portée des actes ordinaires d'administration, » sans que le Gouvernement ait le temps d'en référer à Bruxelles, d'y faire » connaître la situation dans tous ses détails et de provoquer les mesures » nécessaires de la part du pouvoir suprême ». (Exposé des motifs du projet de loi déposé le 7 août 1904.)

Le projet de loi soumis à la Chambre des Représentants a pour premier objet d'investir les Vices-Gouverneurs Généraux qui administrent un territoire, du pouvoir législatif exceptionnellement exercé par le Gouverneur Général.

L'amendement diffère du texte actuel en ce qu'il prévoit une attribution directe du droit de légiférer et ne se borne pas à donner au Roi la faculté de faire cette attribution. Du moment que la nécessité absolue de la délégation est reconnue par la loi, c'est-à-dire par le commun accord des Chambres législatives et du Chef du pouvoir exécutif, il est peu rationnel de demander au Roi une seconde manifestation de volonté.

Le premier alinéa de l'article 22 ne comprend plus l'ancienne réserve, désormais sans raison d'être depuis la suppression des pouvoirs politiques du Comité Spécial du Katanga.

Le deuxième alinéa, relatif au pouvoir exécutif du Gouverneur Général, a été complété en vue de le mettre en harmonie avec les dispositions qui ont trait aux attributions législatives de l'autorité locale. Cette dernière modification est de pure forme : elle ne change rien à la situation présente, la première phrase de l'article actuel permettant déjà la délégation du pouvoir exécutif au Vice-Gouverneur Général.

*
* *

L'article 24 de la loi sur le gouvernement du Congo belge, qui défère au Ministre des Colonies la présidence du Conseil Colonial, omet de désigner le suppléant du président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Lorsque le Conseil Colonial n'est pas présidé par le Ministre titulaire ou intérimaire, il y a intérêt à confier à l'un des membres du Conseil même la direction de ses débats. Nul mieux que le Conseiller ne connaît la jurisprudence, la procédure, les usages et les traditions du Collège dont il fait partie.

Cette solution, depuis longtemps dans les vœux du Gouvernement, n'a pu être réalisée jusqu'à ce jour à cause de la disposition prohibitive de l'article 22 de la loi coloniale, défendant la délégation des droits du pouvoir exécutif aux personnes qui ne lui sont pas hiérarchiquement subordonnées. L'amendement proposé à l'article 24 a pour objet de lever cet obstacle.

Le Ministre des Colonies,

RENKIN.

PROJET DE LOI

modifiant les articles 22 et 24 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres Législatives par Notre Ministre des Colonies.

ARTICLE PREMIER.

L'article 22 et le deuxième alinéa de l'article 24 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge sont remplacés comme suit :

Article 22. — Le pouvoir exécutif ne peut déléguer l'exercice de ses droits qu'aux personnes et aux corps constitués qui lui sont hiérarchiquement subordonnés.

Le Gouverneur Général et, dans les territoires constitués par le Roi en vice-gouvernement général, le Vice-Gouverneur Général exercent par voies d'ordonnances le pouvoir exécutif que le Roi leur délègue.

La délégation du pouvoir législatif est interdite.

Le Gouverneur Général et, dans les

ONTWERP VAN WET

tot wijziging der artikelen 22 en 24 uit de wet van 18 October 1908 op het beheer van den Belgischen Congo.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen Naam, door Onzen Minister van Koloniën, aan de Wetgevende Kamers ter overweging aangeboden worden.

ARTIKEL EÉN.

Artikel 22 en het tweede lid van artikel 24 uit de wet van 18 October 1908 op het beheer van den Belgischen Congo worden vervangen als volgt :

Artikel 22. — De uitvoerende macht mag de uitoefening harer rechten enkel opdragen aan de personen en gestelde lichamen die haar, naar rangopvolging, ondergeschikt zijn.

De Gouverneur Generaal en, op de grondgebieden door den Koning tot onder-algemeen bewind samengesteld, de Onder-Gouverneur Generaal oefenen door middel van ordonnantiën de uitvoerende macht uit, hun door den Koning opgedragen.

De opdracht van de wetgevende macht is verboden.

De Gouverneur Generaal en, op de

territoires constitués par le Roi en vice-gouvernement général, le Vice-Gouverneur Général peuvent, s'il y a urgence, suspendre temporairement l'exécution des décrets et rendre des ordonnances ayant force de loi. Les ordonnances ayant cet objet cessent d'être obligatoires après un délai de six mois si elles ne sont, avant l'expiration de ce terme, approuvées par décret.

Les ordonnances ayant force de loi et les ordonnances d'administration générale ne sont obligatoires qu'après avoir été publiées.

Article 24, alinéa 2. — Le Ministre des Colonies préside le Conseil. Il y a voix délibérative et, s'il y a partage, prépondérante. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un vice-président choisi par le Roi au sein du conseil.

ARTICLE 2.

La présente loi entrera en vigueur, en Belgique et au Congo belge, le 1^{er} février 1911.

Donné à Laeken, le 18 novembre 1910.

grondgebieden door den Koning tot onder-algemeen bewind samengesteld, de Onder-Gouverneur Generaal mogen, in geval van dringende omstandigheden, tijdelijk de uitvoering der decreten schorsen en ordonnantiën uitvaardigen die kracht van wet hebben. De ordonnantiën, met dit doel genomen, houden op verbindend te zijn na een tijdsverloop van zes maanden, indien zij niet, vóór het verstrijken van dezen tijd, bij decreet zijn goedgekeurd.

De ordonnantiën die kracht van wet hebben en de ordonnantiën van algemeen bestuur zijn eerst verbindend na bekendmaking.

Artikel 24, lid 2. — De Minister van Koloniën is voorzitter van den raad. Hij heeft daarin beraadslagende en, bij staking, beslissende stem. Bij afwezigheid of belet wordt hij vervangen door eenen ondervoorzitter, door den Koning uit het midden van den raad gekozen.

ARTIKEL 2.

De tegenwoordige wet zal, in België en in den Belgischen Congo, den 1^{en} Februari 1911 in werking treden.

Gegeven te Laken, den 18^{en} November 1910.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

RENKIN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 NOVEMBER 1910.

Ontwerp van wet tot wijziging der artikelen 22 en 24 uit de wet van 18 October 1908 op het beheer van den Belgischen Congo.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Belangrijke veranderingen zijn ingevoerd geworden in het bestuur der grondgebieden die de onafhankelijke Congostaat onder het gezag had geplaatst van het « Comité Spécial du Katanga ».

Luidens de bewoordingen van artikel 22 der wet van 18 October 1908 betrekkelijk de Regeering van den Belgischen Congo, moest de bestuurlijke zending aan het « Comité Spécial », toevertrouwd, op 1 Januari 1912 ophouden, indien de wetgevende macht der kolonie er aan geen einde had gesteld op een min verwijderden datum.

Dadelijk na de inlijving van den onafhankelijken Congostaat was ééne der eerste zorgen die de Regeering bezighield het terugbrengen onder haar onmiddellijk bestuur der streken, die aan het bijzonder beheer onderworpen waren. Nadat al de noodige maatregelen waren genomen, heeft een decreet van 22 Maart 1910 aan het « Comité Spécial », meer dan één jaar vóór den datum door den wetgever van het moederland vastgesteld, deze zijner bevoegdheden ontnomen die tot de openbare macht behoorden.

Het decreet van 22 Maart 1910 moest de bestuurlijke herinrichting van het district Katanga voor natuurlijk gevolg hebben.

De vlugge ontwikkeling van dit district eischte gelijktijdig de spoedige en krachtdadige tussekomenst der openbare machten, die er, het oog op houden zonder uitstel de maatregelen te nemen, welke door nieuwe noodwendigheden worden gevorderd. Deze overwegingen hebben de Regeering er toe gebracht, in de plaats van het « Comité spécial », een Ondergouverneur-Generaal te stellen, die, binnen het gebied van de uitvoerende macht en onder toezicht van zijnen overste in de rangorde, met al de rechten bekleed is welke aan den Gouverneur-Generaal der Kolonie toegekend zijn.

Het nieuw beheer werd bekrachtigd bij Koninklijk besluit van 22 Maart 1910.

Ten einde aan den Ondergouverneur-Generaal van Katanga toe te laten alle gebeurlijkheden te voorkomen, was er een tweede hervorming noodig.

Als het er op aangekomen is in de Koloniale Wet de machten van den Gouverneur-Generaal vast te stellen, waren de Wetgevende Kamers van meening dat het, in dringende gevallen, van belang was aan dezen hoogen ambtenaar toe te laten in zake wetgeving tusschen te komen, de uitvoering der decreten tijdelijk te schorsen en ordonnantiën uit te vaardigen die kracht van wet hebben.

De redenen te dien tijde ingeroepen spreken voor de toekenning derzelfde bevoegdheden aan de Ondergouverneurs-Generaal, die inzonderheid belast zijn met het bestuur van een grondgebied. Voor den Ondergouverneur-Generaal van Katanga alsmede voor den Gouverneur-Generaal van Boma mag gezegd worden: dat « het belang en de veiligheid der Kolonie soms krachtdadige en spoedige beslissingen eischen die buiten het bereik vallen der gewone bestuurlijke handelingen, zonder dat de Regeering den tijd heeft er van bericht te geven te Brussel, er den toestand in al zijne bijzonderheden te doen kennen en de noodige maatregelen van wege de oppermacht uit te lokken ». (Memorie van Toelichting van het wetsontwerp op 7 Augustus 1900 nedergelegd.)

Het aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers onderworpen wetsontwerp heeft als eerste doelwit aan de Ondergouverneurs-Generaal die een grondgebied besturen de wetgevende macht te verleen, welke bij uitzondering door den Gouverneur-Generaal uitgeoefend wordt.

Deze wijziging verschilt met den huidige tekst waar zij eene rechtstreeksche toekenning voorschrijft van het recht om wetten te maken en zich niet beperkt aan den Koning de volmacht te geven dit recht toe te kennen. Zoodra de volstreekte noodzakelijkheid der overdracht van bevoegdheid is erkend door de wet, 't is te zeggen door de onderlinge overeenstemming van de wetgevende Kamers en van het hoofd der uitvoerende macht, is het weinig redelijk aan den Koning te vragen een tweede maal Zijnen wil te kennen te geven.

De eerste indeeling van artikel 22 bevat het vroegere voorbehoud niet meer dat voortaan geene reden van bestaan heeft, sedert de afschaffing der staatsmacht van het « Comité spécial du Katanga ».

De tweede indeeling, betreffende de uitvoerende macht van den Gouverneur-Generaal is aangevuld geworden met het doel ze in overeenstemming te brengen met de verordeningen betreffende de wetgevende bevoegdheden der plaatselijke overheid. Deze laatste verandering is gansch uiterlijk: zij wijzigt in het minste den tegenwoordigen toestand niet, daar de eerste volzin van het huidige artikel reeds de overdracht toelaat der uitvoerende macht op den Ondergouverneur-Generaal.

* * *

Artikel 24 van de wet betreffende de Regeering van den Belgischen Congo, dat aan den Minister van Koloniën het voorzitterschap van den

Kolonialen Raad opdraagt, verzuimt den plaatsvervanger van den voorzitter aan te duiden, in geval deze afwezig of belet zou zijn.

Indien de Koloniale Raad niet vóórgezeten wordt door den titelvoerenden of waarnemenden Minister, is er voordeel aan één der leden van den Raad zelf de leiding dezes beraadslagingen toe te vertrouwen. Niemand beter dan het raadslid kent de rechtspraak, de rechtspleging, de gebruiken en de overleveringen van de vereeniging waarvan hij deel uitmaakt.

Deze oplossing, die sinds langen tijd door de Regcering gewenscht wordt, is tot nog toe niet kunnen ten uitvoer gebracht, om reden van de verbodschikking van artikel 22 der koloniale wet, die verbiedt de rechten der uitvoerende macht op te dragen aan de personen die haar niet in de rangorde ondergeschikt zijn. De tot dit artikel 24 voorgestelde wijziging heeft voor doel dezen hinderpaal uit den weg te ruimen.

De Minister van Koloniën.

RENKIN.



PROJET DE LOI

modifiant les articles 22 et 24 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres Législatives par Notre Ministre des Colonies.

ARTICLE PREMIER.

L'article 22 et le deuxième alinéa de l'article 24 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge sont remplacés comme suit :

Article 22. — Le pouvoir exécutif ne peut déléguer l'exercice de ses droits qu'aux personnes et aux corps constitués qui lui sont hiérarchiquement subordonnés.

Le Gouverneur Général et, dans les territoires constitués par le Roi en vice-gouvernement général, le Vice Gouverneur Général exercent par voies d'ordonnances le pouvoir exécutif que le Roi leur délègue.

La délégation du pouvoir législatif est interdite.

Le Gouverneur Général et, dans les

ONTWERP VAN WET

tot wijziging der artikelen 22 en 24 uit de wet van 18 October 1908 op het beheer van den Belgischen Congo.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp zal in Onzen Naam, door Onzen Minister van Koloniën, aan de Wetgevende Kamers ter overweging aangeboden worden.

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 22 en het tweede lid van artikel 24 uit de wet van 18 October 1908 op het beheer van den Belgischen Congo worden vervangen als volgt :

Artikel 22. — De uitvoerende macht mag de uitoefening harer rechten enkel opdragen aan de personen en gestelde lichamen die haar, naar rangopvolging, ondergeschikt zijn.

De Gouverneur Generaal en, op de grondgebieden door den Koning tot onder-algemeen bewind samengesteld, de Onder-Gouverneur Generaal oefenen door middel van ordonnantiën de uitvoerende macht uit, hun door den Koning opgedragen.

De opdracht van de wetgevende macht is verboden.

De Gouverneur Generaal en, op de

territoires constitués par le Roi en vice-gouvernement général, le Vice-Gouverneur Général peuvent, s'il y a urgence, suspendre temporairement l'exécution des décrets et rendre des ordonnances ayant force de loi. Les ordonnances ayant cet objet cessent d'être obligatoires après un délai de six mois si elles ne sont, avant l'expiration de ce terme, approuvées par décret.

Les ordonnances ayant force de loi et les ordonnances d'administration générale ne sont obligatoires qu'après avoir été publiées.

Article 24, alinéa 2. — Le Ministre des Colonies préside le Conseil. Il y a voix délibérative et, s'il y a partage, prépondérante. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un vice-président choisi par le Roi au sein du conseil.

ARTICLE 2.

La présente loi entrera en vigueur, en Belgique et au Congo belge, le 1^{er} février 1911.

Donné à Laeken, le 18 novembre 1910.

grondgebieden door den Koning tot onder-algemeen bewind samengesteld, de Onder-Gouverneur Generaal mogen, ingeval van dringende omstandigheden, tijdelijk de uitvoering der decreten schorsen en ordonnantiën uitvaardigen die kracht van wet hebben. De ordonnantiën, met dit doel genomen, houden op verbindend te zijn na een tijdsverloop van zes maanden, indien zij niet, vóór het verstrijken van dezen tijd, bij decreet zijn goedgekeurd.

De ordonnantiën die kracht van wet hebben en de ordonnantiën van algemeen bestuur zijn eerst verbindend na bekendmaking.

Artikel 24, lid 2. — De Minister van Koloniën is voorzitter van den raad. Hij heeft daarin beraadslagende en, bij staking, beslissende stem. Bij afwezigheid of belet wordt hij vervangen door eenen ondervoorzitter, door den Koning uit het midden van den raad gekozen.

ARTIKEL 2.

De tegenwoordige wet zal, in België en in den Belgischen Congo, den 1^{en} Februari 1911 in werking treden.

Gegeven te Laken, den 18^{en} November 1910.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Minister van Koloniën,

RENKIN.